

2. En ce qui concerne la réponse à la question n° 2335, pourquoi l'additif au budget en date du 31 décembre 1972 a-t-il été déposé pendant la première session du 29<sup>e</sup> Parlement, soit le 9 janvier 1974?

3. Quelle est la nature exacte de l'additif au budget du Ministère en ce qui concerne a) l'exactitude des prévisions de dépenses, b) l'approbation du Conseil du Trésor relative au financement mentionné, c) l'approbation donnée par le Cabinet à ce financement, d) les autres paramètres généraux, notamment la période de planification en cause? (Document parlementaire n° 292-2/203).

N° 207—*M. Forrestall*

1. Quel est le montant des sommes et du taux d'intérêt versés au Compte de pension de retraite de la Fonction publique, chaque trimestre depuis 1965?

2. Pour la même période, quel est le montant des nouveaux placements effectués dans le cadre du compte et les intérêts perçus? (Document parlementaire n° 292-2/207).

N° 224—*M. Stevens*

1. Quels sont le nom et l'adresse des sociétés figurant sur la liste actuelle de sociétés d'experts-conseils admissibles à fournir des services professionnels à l'Agence canadienne de développement international?

2. Depuis 1968, a) quels sont le nom et l'adresse des sociétés radiées de la liste, b) quels sont les noms ajoutés à la liste actuelle?

3. En ce qui concerne chacune des sociétés d'experts-conseils a) figurant sur la liste actuelle de l'ACDI et b) radiées de cette liste actuelle, quel est le total des sommes versées à chacune de ces sociétés pour services rendus à l'ACDI depuis 1968?

4. Pour chacune des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971 et 1971-1972 et jusqu'à aujourd'hui, quel pourcentage des frais déboursés par l'ACDI dans le cadre des projets d'immobilisations en cours ou en perspective représente les sommes versées pour les services professionnels de l'extérieur rendus répartis entre les experts-conseils, les architectes, les ingénieurs, les entrepreneurs, les avocats, les directeurs de projets et les autres professionnels? (Document parlementaire n° 292-2/224).

N° 297—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le Conseil du Trésor a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/297).

N° 349—*M. Clark (Rocky Mountain)*

1. Pour chacune des dix dernières années, combien de candidats heureux à des bourses d'études ou à d'autres formes d'aide a) du Conseil national des recherches,

b) du Conseil des Arts du Canada, avaient le statut d'immigrant reçu au moment de leur demande?

2. a) Combien de ces candidats heureux ne sont pas par la suite devenus citoyens canadiens, b) combien a-t-on versé, en dollars, sous forme de bourses d'études ou d'autre aide, pendant les dix dernières années, à des candidats heureux possédant le statut d'immigrant reçu mais qui ne sont pas devenus citoyens canadiens par la suite? (Document parlementaire n° 292-2/349).

N° 374—*M. Rodriguez*

1. Quelles sont les sociétés qui ont reçu des subventions dans le cadre du Programme de remise des droits de douane aux fabricants de véhicules automobiles (MVM), durant chacune des années financières depuis la mise en marche du Programme jusqu'à ce jour et quels ont été les montants remis dans chaque cas?

2. Quelles sont les sociétés qui ont reçu des subventions ou des remises de taxes et de droits sur les pièces de véhicules automobiles importées au Canada durant chacune des années financières, de 1961-1962 à 1973-1974 à ce jour, et quels ont été les montants versés et les programmes appliqués dans chaque cas? (Document parlementaire n° 292-2/374).

\*N° 375—*M. Orlikow*

1. Qui sont les membres du Groupe consultatif de la rémunération du personnel de direction dans la Fonction publique qui s'occupent des traitements des hauts fonctionnaires, et quels sont les antécédents et les aptitudes de chacun?

2. Quel soutien le Comité a-t-il reçu éventuellement en matière de personnel?

3. Combien de fois le Comité s'est-il réuni avant de présenter son rapport au gouvernement?

4. Le Comité avait-il fait préparer des études comparées des salaires accordés aux hauts fonctionnaires et aux cadres du secteur privé?

5. Le Comité avait-il fait préparer des études relatives aux salaires accordés aux cadres du secteur privé et a-t-on fourni ces renseignements au gouvernement?

6. Le Comité de gestion des hauts fonctionnaires a-t-il fait des recommandations au Comité? (Document parlementaire n° 292-2/375).

M. Foster, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

En conformité des dispositions de l'article 58 du Règlement, M. Woolliams, appuyé par M. Hales, propose,— Que la Chambre examine maintenant le dossier, les objectifs et les programmes du département d'État chargé des Affaires urbaines à la lumière des besoins urgents des centres urbains au Canada.

Après débat, les délibérations relatives à cette motion sont terminées.